



SOMMAIRE

	Page
Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [fin]	31
Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite]	31

Président : M. Manfred LACHS (Pologne).

Projet de déclaration sur les droits et devoirs des Etats : rapport du Secrétaire général (A/1850) [fin]

[Point 48*]

1. M. MALOLES (Philippines), avec l'autorisation du Président, explique les abstentions de sa délégation dans les votes intervenus sur les projets de résolution présentés par la Yougoslavie (A/C.6/L.171) et par la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas (A/C.6/L.172 et Corr. 1).
2. La délégation des Philippines, tout en reconnaissant la nécessité d'agir, ne partage pas l'impatience de ceux qui veulent une décision immédiate.
3. Ce que la Sixième Commission désire, c'est une déclaration qui résiste à l'épreuve du temps et des vicissitudes internationales, une déclaration qui soit non seulement déclarative du droit positif actuellement en vigueur, mais aussi une expression des tendances du droit, c'est-à-dire à la fois une codification et un développement progressif du droit international.
4. Ce que les grandes Puissances désirent, ce n'est pas une synthèse de ce que devrait être le droit, mais un droit que l'on puisse réellement appliquer et c'est pour cela qu'elles veulent attendre que tous les gouvernements aient présenté leurs observations.
5. La délégation des Philippines est aussi opposée à cette attitude dilatoire qu'à l'adoption immédiate du projet de déclaration, comme le voudrait la délégation yougoslave.
6. La délégation des Philippines désire que la rédaction du projet de déclaration soit revue par la Commission du droit international en s'inspirant des observations déjà transmises par douze gouvernements.

Etude des méthodes et procédés employés par l'Assemblée générale pour traiter des questions juridiques et des questions de rédaction (A/1897 et A/1929) [suite]

[Point 63*]

7. M. FITZMAURICE (Royaume-Uni), continuant l'exposé commencé par M. Heald lors de la séance précédente,

* Numéro affecté à la question dans l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

aborde le commentaire du projet de résolution II (A/C.6/L.176) présenté par sa délégation. Il fait remarquer que les résolutions adoptées par l'Assemblée générale présentent dans la forme et la terminologie un manque d'uniformité regrettable. Il cite de nombreux exemples de cette absence d'unité dans les résolutions adoptées par l'Assemblée générale au cours de sa cinquième session : les termes employés au début des préambules paraissent choisis sans raison apparente ; les chiffres, lettres et numéros des paragraphes et des parties prêtent souvent à confusion ; la définition des buts des résolutions ou des organismes créés manque souvent de précision ; les cotes des résolutions précédentes ne sont pas rappelées de façon uniforme ; la terminologie employée pour s'adresser au Secrétaire général ou aux divers organes des Nations Unies est indûment variée ; parfois la rédaction est grammaticalement incorrecte ou fâcheusement confuse.

8. M. Fitzmaurice indique que, pour remédier à ces erreurs, il convient de créer un comité central de coordination chargé de veiller au style et à la forme des résolutions. Certes, l'article 44 du règlement intérieur de l'Assemblée générale prévoit que le Bureau peut revoir la forme des résolutions, mais cette disposition ne reçoit presque jamais d'application.

9. M. Fitzmaurice réfute l'argument selon lequel, une fois adopté, le texte d'une résolution doit être considéré comme immuable, sauf décision spéciale de l'Assemblée. La délégation du Royaume-Uni a pris soin dans son projet de résolution de limiter aux questions de style et de forme la compétence du comité de coordination dont elle propose la création : ainsi, la grande Commission intéressée conservera toujours le dernier mot. De la sorte, le fond d'une question ne pourrait être à nouveau discuté devant le comité de coordination. M. Fitzmaurice ne considère pas que le renvoi de toutes les résolutions à un tel comité risque d'apporter des retards aux travaux de l'Assemblée. Un long délai s'écoule normalement entre l'adoption d'un projet de résolution par une grande Commission et l'adoption de la résolution correspondante par l'Assemblée plénière. Ce délai suffirait au travail du comité de coordination.

10. En terminant, M. Fitzmaurice espère que la Sixième Commission et l'Assemblée générale examineront favora-

bient les deux projets de résolution (A/C.6/L.175 et A/C.6/L.176) présentés par la délégation du Royaume-Uni.

11. M. TABIBI (Afghanistan) exprime sa reconnaissance à la délégation du Royaume-Uni pour les explications concrètes et détaillées qui ont été données lors de la séance précédente par M. Heald et que M. Fitzmaurice vient de compléter.

12. La question dont s'occupe la Commission peut paraître extrêmement simple à première vue mais, si l'on considère l'ensemble des activités de l'Organisation des Nations Unies et la nécessité de prendre les meilleures décisions possible, en raison de leur portée internationale, on s'aperçoit qu'il s'agit d'une question importante et urgente.

13. De nombreuses questions, essentiellement de nature juridique, ont été examinées par des commissions non juridiques, notamment, comme l'a fait justement remarquer le représentant du Royaume-Uni, la question de la représentation des Etats Membres, étudiée par la Première Commission. Il paraît logique d'attribuer les questions de cette nature à la Sixième Commission et de prévoir la création de commissions mixtes pour l'étude de questions de caractère mixte.

14. La délégation de l'Afghanistan estime également que la Sixième Commission devrait être chargée de rédiger les amendements au règlement intérieur de l'Assemblée générale.

15. M. Tabibi se borne pour l'instant à appuyer les deux projets de résolution présentés par le Royaume-Uni, tout en se réservant le droit de prendre à nouveau la parole sur le fond au moment opportun.

16. M. AMADO (Brésil) signale tout d'abord les craintes qu'il a ressenties devant l'ampleur de la question dont l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée générale a été demandée par la délégation du Royaume-Uni. A la lecture des deux projets de résolution qui viennent d'être soumis, il s'est convaincu du fait qu'il s'agit d'une entreprise de la plus grande portée, capable de modifier profondément le système de travail de l'Assemblée générale. Il rend hommage à la délégation du Royaume-Uni pour cette initiative et il reconnaît qu'il serait évidemment souhaitable en principe que les questions contenant des éléments juridiques, qui sont étudiées par des commissions non juridiques, soient également soumises à un organe composé de techniciens capables d'apprécier à leur juste valeur les problèmes qui se posent.

17. M. Amado signale tout d'abord qu'il estime souhaitable, comme le propose le projet de résolution I (A/C.6/L.175) présenté par le Royaume-Uni, que la Sixième Commission soit chargée de rédiger les demandes d'avis consultatifs à la Cour internationale de Justice et les questions renvoyées à la Commission du droit international. La Sixième Commission est en effet l'organe le plus qualifié pour formuler ces demandes dans un langage technique, en pleine connaissance du contenu juridique des termes employés.

18. Par contre, le représentant du Brésil désirerait recevoir quelques éclaircissements à propos du paragraphe 1 de la section A du projet de résolution I du Royaume-Uni. Cette partie du projet de résolution laisse entendre qu'il existe des frontières nettement définies entre les éléments juridiques et les éléments politiques des questions traitées par l'Assemblée générale et que l'on peut, devant un point de l'ordre du jour, se rendre compte immédiatement de la prédominance des aspects juridiques sur les aspects politiques ou vice versa. Or cette délimitation est très

difficile à établir dans l'état actuel des relations entre Etats. M. Amado cite à cet égard l'opinion d'un juge de la Cour internationale de Justice, formulée à propos de la question des conditions de l'admission d'un Etat comme Membre de l'Organisation des Nations Unies :

« La distinction traditionnelle entre le juridique et le politique ainsi que celle entre le domaine du droit et celui de la politique se trouvent aujourd'hui profondément modifiées. On considérerait comme juridiques les matières soumises à des préceptes de droit et comme politiques celles laissées à la libre appréciation des Etats.

Les rapports entre Etats sont devenus multiples et complexes ; de ce fait, ils présentent divers aspects à la fois : juridique, politique, économique, social, etc. ; il n'y a donc plus de matières strictement juridiques. En outre, bien des questions considérées comme essentiellement juridiques, telle l'interprétation d'un traité, peuvent, dans certains cas, revêtir un caractère surtout politique, notamment s'il s'agit d'un traité de paix. Et nombre de matières revêtent un double caractère : juridique et politique, principalement celles qui ont trait à l'organisation internationale¹. »

19. M. Amado cite en outre le professeur Hans Kelsen qui dans son ouvrage *The Law of the United Nations* (le droit des Nations Unies)² [p. 477 à 483] exprime une opinion analogue.

20. Devant une matière aussi complexe, on se demande si le Bureau de l'Assemblée, qui est seul juge de la nature des points inscrits à l'ordre du jour et de leur répartition entre les commissions, serait en mesure de décider de la prédominance des éléments juridiques ou non juridiques dans chacune de ces questions.

21. M. Amado passe alors en revue les résolutions adoptées à la cinquième session par la Première Commission. Sur neuf questions envoyées à cette commission, huit au moins auraient dû, d'après le critère proposé par la délégation du Royaume-Uni, être examinées également par la Sixième Commission. Le représentant du Brésil se demande d'ailleurs si la Sixième Commission serait en mesure d'accomplir une tâche aussi lourde, qui viendrait s'ajouter à l'étude des questions qui lui sont renvoyées.

22. Il ne voit donc pas comment pourrait fonctionner, dans la pratique, le système préconisé par la délégation du Royaume-Uni.

23. En ce qui concerne le paragraphe 2 de la section A du projet de résolution I présenté par le Royaume-Uni, M. Amado a déjà indiqué que sa délégation approuvait les alinéas a et b. Il ajoute que la délégation du Brésil approuve également l'alinéa c relatif aux propositions tendant à apporter ou comportant un amendement du règlement intérieur de l'Assemblée générale.

24. Il n'en va pas de même pour le paragraphe 3 ; en effet, M. Amado ne voit pas pourquoi il serait nécessaire de confier à un groupe d'experts en matière juridique la rédaction de tous règlements présentés pour adoption à l'Assemblée générale, des documents fixant le mandat, les fonctions et les pouvoirs des commissions d'enquêtes ou autres, des organes, tribunaux ou organismes créés par l'Assemblée générale, ou des instruments conventionnels internationaux. Le soin de rédiger ces documents

¹ Voir *Admission d'un Etat aux Nations Unies* (Charte, Art. 4 cf. § 29), *Avis consultatif : C.I.J., Recueil 1498*, p. 69.

² Voir Kelsen, *The Law of the United Nations*, Stevens, Londres, 1950.

doit être laissé aux organes compétents pour en discuter au fond, la question de la forme qu'il convient de leur donner étant fort simple et ne requérant pas une étude de la part d'un organe spécifiquement juridique. Par contre, les questions de fond des dispositions devant figurer dans de tels documents aussi bien que la terminologie à employer peuvent parfaitement échapper à un groupe de juristes ; il n'est pas douteux qu'une convention sur les tarifs douaniers, par exemple, sera mieux rédigée par des spécialistes en la matière que par des juristes.

25. Enfin, M. Amado tient à préciser que les commissions de l'Assemblée ne sont pas des organes techniques au vrai sens du mot, mais des commissions dont les membres siègent en qualité de représentants de leurs gouvernements. En pratique, chaque délégation, grâce à la répartition des représentants entre les diverses commissions, assure l'examen par des personnes compétentes des divers aspects — politique, juridique, économique ou social — de chaque sujet. Dans cet ordre d'idées, M. Amado, contrairement au représentant du Royaume-Uni, ne voit rien de fâcheux dans la pratique qui consiste à remplacer ou à faire assister par des juristes les représentants siégeant aux autres commissions de l'Assemblée générale.

26. En conclusion, M. Amado fait remarquer que les observations qu'il vient de présenter ne concernent que le premier projet de résolution du Royaume-Uni, la délégation du Brésil se réservant de commenter en temps utile le deuxième projet de résolution du Royaume-Uni

(A/C.6/L.176). En outre, ces observations ne signifient nullement que la délégation du Brésil n'approuve pas, quant au fond, les propositions du Royaume-Uni ; cette délégation fera connaître son point de vue définitif à cet égard lorsque la discussion aura permis de dissiper les doutes que M. Amado vient d'exposer.

27. M. ROBINSON (Israël) estime que les propositions du Royaume-Uni, qui touchent à la structure de l'Assemblée générale et aux méthodes de travail de toutes les commissions, dépassent la compétence des membres de la Sixième Commission. Il suggère donc l'ajournement de la séance afin de permettre aux représentants de la Sixième Commission de consulter les autres membres de leurs délégations et peut-être même leurs gouvernements au cas où ils le jugeraient nécessaire.

28. M. CHAUDHURI (Inde) appuie la suggestion du représentant d'Israël. Les membres de la Sixième Commission auront vraisemblablement le temps, avant la prochaine séance, de consulter leurs gouvernements au cas où ils le jugeraient nécessaire.

29. Le PRESIDENT met aux voix la motion d'ajournement de la séance.

Par 37 voix contre une, avec 11 abstentions, la motion d'ajournement de la séance est adoptée.

La séance est levée à 16 h. 20.